ISSN 0024-7650

M 6189 - 1022 - 6,00 F

3796189006007 10220

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 022 - 1er janvier 1988 - prix : 6 F

lutte ouvrière

Il y a moins de chômeurs dans les statistiques... ...mais il y en a plus sur le pavé

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64 995

IL Y A MOINS DE CHÔMEURS DANS LES STATISTIQUES, MAIS IL Y EN A PLUS SUR LE PAVÉ

L'éditorial des bulletins d'entreprise du 28 décembre 1987

Avec les fêtes de fin d'année, en même temps qu'on nous annonce que la consommation de foie gras va bon train, le gouvernement, en mal de bonne nouvelle, se vante de ce que le chômage aurait baissé de 1 % en novembre. Bref, à quelques mois des élections présidentielles, tout irait bien, très bien...

On ose nous dire qu'il y a moins de chômage, mais comment se fait-il, alors, que les pauvres, y compris ceux qui sont réduits à la mendicité ou aux queues des restaurants du cœur, sont de plus en plus nombreux ?

Ceux qui gouvernent suppriment plus facilement les chômeurs des statistiques, que dans la réalité.

Cela fait des années que les différents ministres qui se sont succédés aux Affaires sociales et à l'Emploi se sont ingéniés à multiplier les astuces qu'ils ont le front d'appeler « traitement social du chômage », et qui ne sont rien d'autre qu'un traitement statistique du chômage.

Pour cela, ils ont inventé des « stages de reconversion »; puis « d'initiation à la vie professionnelle », ou encore de « préparation à l'emploi », autant de stages qui n'en finissent pas de reconvertir, d'initier et de préparer... à rien. Sans compter tous ces « contrats d'apprentissage » qui bon an mal an, tout en permettant aux patrons d'être exonérés de charges sociales, ne donnent que des semblants d'emplois avec des semblants de salaires, à des chômeurs qui ne pointent plus à l'ANPE.

Quoi qu'on nous dise, les choses ne vont pas mieux pour la classe ouvrière. Bien au contraire. Et nous voyons bien que la pauvreté augmente.

★ ★ ★

C'est si vrai, qu'en même temps qu'il faisait annoncer que le chômage baissait, le ministre des Affaires sociales, Philippe Séguin, faisait état d'un rapport ministériel sur les « exclus » de la Sécurité sociale : en cette fin de vingtième siècle, dans un pays comme la France censé être l'un des plus riches du monde, il y a au moins un million deux cent mille personnes à n'avoir aucune couverture sociale ! Car sur les quelque trois millions de chômeurs que compte le pays, le chiffre des chômeurs de longue durée, en fin de droits, a été multiplié par deux ou par trois. Cela fait un million deux cent mille personnes qui ne peuvent pas se soigner, et à qui, dans la pratique, on refuse même l'accès aux hôpitaux, parce que personne ne se porte garant pour elles du remboursement des frais, et parce qu'aujourd'hui les hôpitaux ne jouent même plus leur rôle d'assistance publique élémentaire !

Et à ces un million deux cent mille, il faut en ajouter au moins autant qui, même s'ils sont en principe couverts par la Sécurité sociale, ne peuvent pas en bénéficier car ils n'ont ni les moyens d'avancer le prix des médicaments, ni les moyens d'acquitter la part qui reste à la charge de l'assuré, ce qu'on appelle le ticket modérateur ; de moins en moins modéré au fur et à mesure qu'on réduit les dépenses de la Sécurité sociale sur le dos des assurés.

★ ★ ★

La situation est si dramatique que le gouvernement a été obligé de faire un geste, en débloquant dix millions de francs pour que l'Etat et les collectivités locales puissent prendre en charge l'assurance sociale de certains de ces pauvres, tout en allégeant les formalités administratives.

Mais ces dix millions de francs, ce n'est pas même le tiers du coût d'une campagne électorale d'un seul de ces grands partis bourgeois qui vont se présenter à nos suffrages. Ce n'est pas de quoi, et de très loin sans doute, subvenir aux besoins de santé élémentaires de deux ou trois millions de démunis.

★ ★ ★

Ce qu'on voit aujourd'hui, ce n'est pas la prétendue diminution du chômage, mais le contraste de plus en plus insolent entre la richesse de quelques-uns, et la pauvreté qui touche ou menace le monde du travail. Avant les élections, les hommes politiques qui gouvernent feront de leur mieux pour maquiller grossièrement cette réalité, qui réapparaîtra plus dure encore après.

Alors, aux travailleurs de ne pas attendre l'échéance électorale pour préserver eux-mêmes leur propre sort, et pour imposer leurs conditions à ceux qui s'enrichissent de la crise comme aux hommes politiques à leur service !

force de frappe
NOUVEAU VIRAGE DU PCF

Les fusées du plateau d'Albion, elles, n'ont pas changé de position (AFP).

Le PCF vient d'opérer un nouveau virage en ce qui concerne la force nucléaire française. Dans une interview publiée lundi 28 décembre par la *Pravda*, André Lajoinie, le candidat du PCF, s'explique ainsi :

«Le Parti Communiste Français a soutenu en son temps la création d'une force nucléaire nationale, tout en se plaçant dans la perspective du désarmement. Mais maintenant, les dirigeants du pays envisagent d'utiliser ces forces pour défendre la République Fédérale d'Allemagne et renforcer le potentiel de l'Otan. En outre, cela est évident, on ne peut plus dire qu'elles soient destinées à une défense «tous azimuts», étant donné qu'elles sont dirigées contre l'Union Soviétique et les pays socialistes».

Et Lajoinie de souligner «avec force» *«que les dirigeants de la France s'éloignent aujourd'hui de la conception gaullienne de la défense nationale et de la défense «tous azimuts»».*

Lajoinie invoque De Gaulle pour tenter d'expliquer – bien piètrement – le changement de position du PCF. Pourtant du temps de De Gaulle et de la création de la bombe atomique française, le PCF était contre. Il est brusquement devenu favorable à la force de frappe en mai 1977, doublant le PS sur sa droite en la matière, montrant à la bourgeoisie qu'il n'était pas à un reniement près pour être digne d'aller au gouvernement. Et une fois au gouvernement, le PCF a voté consciencieusement les budgets militaires et a même réclamé la construction d'un nouveau sous-marin nucléaire.

Alors aujourd'hui le PCF se dit contre *«les fusées tactiques Hadès, les nouvelles fusées à moyenne portée et les nouvelles fusées du plateau d'Albion»* et contre *«la construction d'un nouveau sous-marin nucléaire»*. C'est toujours ça !

Même si Lajoinie ne va pas jusqu'à prôner *«la destruction de l'armement nucléaire de façon unilatérale»*, il se dit pour *«un désarmement nucléaire équilibré»*. D'ailleurs il constate que *«à en juger par les sondages d'opinion, un nombre assez considérable de Français soutiennent notre point de vue»*.

Bref Lajoinie prépare sa campagne électorale et espère bien faire remonter les scores du PCF en lui faisant prendre des positions plus à même de plaire aux électeurs de gauche. Il dit même qu'il y a trop d'argent pour l'armée et qu'il faudrait en donner plus à l'éducation et propose de rogner le budget militaire de 40 milliards de francs ; il en restera encore au moins 130 milliards et le PCF ne risque pas de paraître trop antimilitariste.

Seulement, Lajoinie rectifie la position et s'aligne sur le traité Reagan-Gorbatchev. Il ne pouvait guère faire moins et n'a rien à perdre aujourd'hui à emboîter le pas à l'option zéro. Maintenant que les deux grands eux-mêmes se taillent leur popularité en signant des bouts de papiers sur la question !

D.C.

Cercle Léon Trotsky (Paris)

La prochaine réunion du Cercle Léon Trotsky aura lieu

Le vendredi 15 janvier 1988 à 20 h 30

dans la grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor Paris 5e
Métro Maubert-Mutualité et sera consacré au sujet suivant :

Le désarmement

SOUSCRIVEZ POUR LE FINANCEMENT DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE D'ARLETTE LAGUILLER

Arlette Laguiller sera candidate aux prochaines élections présidentielles. Elle profitera de la campagne électorale pour s'adresser aux millions de travailleurs de ce pays. Pas pour leur dire que ces élections sont importantes : le sort des travailleurs ne s'est jamais joué et ne se jouera jamais dans les urnes. Mais au contraire pour rappeler qu'en cette période de crise, les travailleurs ont plus que jamais le droit légitime de défendre leurs intérêts face aux attaques des patrons et des hommes politiques à leur service, qu'ils se disent de droite ou de gauche, et qu'ils ont les moyens de le faire, par leur mobilisation, par leurs luttes, par la volonté qu'ils auront de prendre leur sort en main.

Mais une campagne électorale, cela coûte cher. La campagne d'Arlette Laguiller, notre campagne, sera intégralement payée par les cotisations des militants, par ce que verseront nos sympathisants, les lecteurs de notre journal ou de notre presse d'entreprise, et plus largement tous ceux qui souhaitent que dans cette campagne soit entendue la voix d'Arlette Laguiller.

Apportez-nous votre soutien. Nous avons besoin d'argent, et nous avons besoin, tout autant, de savoir que vous êtes nombreux à nous soutenir. Contribuez à faire circuler nos listes de souscription, que vous trouverez dès maintenant auprès de nos militants, dans les entreprises, dans les bureaux, sur les marchés...

On peut aussi, bien sûr, envoyer directement un chèque au compte chèque postal LUTTE OUVRIÈRE CCP 31 175 86 LA SOURCE.

Réunions publiques de Lutte Ouvrière

Avec Arlette LAGUILLER
Vendredi 22 janvier
à TARBES

Avec Daniel VITRY
Samedi 9 janvier
à
CHÂTELLERAULT

lutte ouvrière

souscription pour soutenir la candidature

d'Arlette Laguiller
aux élections présidentielles

Liste de souscription N° 06967

Je vous demande de m'aider à faire entendre ma voix dans ces élections où, comme toujours, ce sont les candidats des grands partis, des partis riches, qui pourront s'offrir des campagnes publicitaires hors de prix. Bientôt on ne verra qu'eux, à la télévision, dans la presse, sur les panneaux publicitaires.

Alors,

- pour faire entendre ce que pensent, ce que souhaitent, ce qu'espèrent les travailleurs de ce pays ; pour dénoncer l'injustice sociale, les mensonges de ceux qui nous gouvernent, l'avidité de ceux qui nous exploitent, l'hypocrisie des partis de gauche qui sont aujourd'hui dans l'opposition mais qui, hier, quand ils étaient au gouvernement nous ont porté des coups dont nous subissons encore les effets ;
- pour affirmer que les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes et qu'ils ont les moyens, tous ensemble, de se défendre et de répondre à l'offensive de la bourgeoisie ;
- pour que cela se voie, pour que cela s'entende, j'ai besoin de votre soutien, moral et financier.

merci

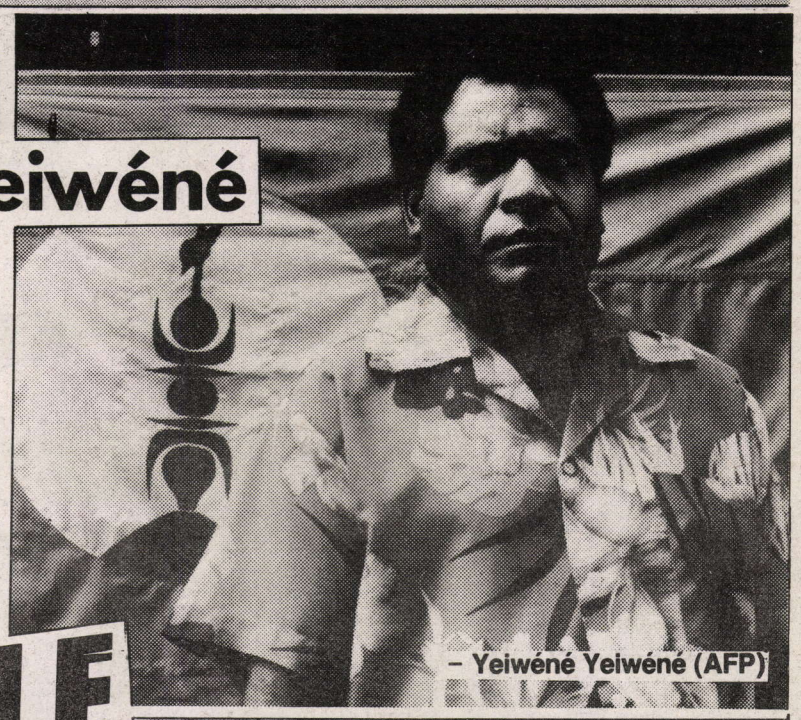
Arlette Laguiller

NOMS	SOMMES	NOMS	SOMMES

NOUVELLE-CALÉDONIE

l'arrestation de Yeiwéné Yeiwéné

UNE SEMAINE DE CACHOT POUR L'EXEMPLE



– Yeiwéné Yeiwéné (AFP)

– Militants du FLNKS (Frilet)

– Des petits Blancs de Nouméa barrant une route, en décembre 1984 (AFP)

L'ordre colonialiste aura terminé l'année en beauté en Nouvelle-Calédonie.

Ce n'était pas assez d'avoir imposé un référendum bafouant les droits et les revendications politiques des Kanaks en septembre. Ce n'était pas assez de montrer que la raison coloniale était sinon la meilleure, du moins la plus forte, en faisant acquitter en octobre les assassins des dix Mélanésiens (dont deux frères de Jean-Marie Tjibaou). Ce n'était pas assez de faire quadriller l'île par les gendarmes français, de faire des incursions dans les villages kanaks pour arrêter des «suspects»...

La droite locale, qui se confond avec le petit monde d'affairistes, de spéculateurs immobiliers, de notables et autres juges, qui règne à Nouméa «la blanche», comme on dit là-bas, cette droite qui a déjà tant obtenu en subventions, en gendarmes, en interventions politiques et militaires de la part du gouvernement français, en voulait encore un peu plus. En plus de ses quelques victoires sans gloire de l'année 1987 contre les Kanaks, elle voulait obtenir une victoire morale, si on ose dire, en faisant jeter en prison un chef indépendantiste.

Afficher cette arrogance particulière à ceux qui se sentent forts du soutien massif et inconditionnel de la métropole ne lui suffisait pas. Il lui fallait, en plus, infliger ce qu'elle pensait être une humiliation politique au peuple kanak. Yeiwéné Yeiwéné en prison, et pour un peu, selon la logique bornée de ces gens-là, c'était le FLNKS décapité, et les Kanaks désorientés, moralement écrasés, en somme. Voire...

Toujours est-il que ce fut sans doute cette version de la réalité calédonienne qu'ont dû caresser à la terrasse des cafés de Nouméa, le temps des fêtes de Noël, les membres les plus obtus de la communauté privilégiée européenne. Yeiwéné en prison, ils voyaient leur avantage politique sur les Kanaks conforté, ces caciques de la droite calédonienne. Et ils ont eu la fatuité de penser qu'ils pouvaient l'envoyer en prison sans grand risque.

Seulement à 20000 km de là, à Paris, le gouvernement métropolitain ne partage apparemment pas tout à fait l'euphorie coloniale de ses protégés de Nouméa, et réflexion faite, a préféré réduire l'affaire à un psychodrame de plus, en faisant libérer Yeiwéné (le ministre de la Justice, Chalandon, ayant donné l'ordre au Parquet de faire appel auprès de la chambre d'accusation de Nouméa, sur l'incarcération de Yeiwéné).

Les hommes politiques et la presse parlent ici de *«mesure d'apaisement»*. Peut-être. Mais peut-être est-il déjà bien tard. Car si Mitterrand et Chirac avaient vraiment voulu apaiser les choses en Nouvelle-Calédonie, ils n'auraient pas donné autant de gages politiques et militaires à la droite calédonienne ces derniers mois.

Mais le fait est, et ça n'enlève rien à leur hypocrisie, que les hommes politiques français sont tout de même inquiets. Et pas seulement Mitterrand qui la semaine dernière, à Djibouti, a désavoué l'incarcération de Yeiwéné en disant : *«Le devoir du gouvernement et le mien, c'est de saisir ou de créer toutes les occasions d'accélérer ou de provoquer l'apaisement. Il n'est pas d'exciter les antagonismes ou d'aggraver les querelles, qui finiront mal»*. Chalandon, quant à lui, a pris la mouche parce que Mitterrand émettait *«un avis sur le fonctionnement de la justice»* (ce dont lui, le garde des Sceaux, a le seul privilège, comme il l'a par ailleurs brillamment montré depuis l'affaire Chaumet et quelques autres). Mais les accrocs de la cohabitation mis à part, Chalandon est lui aussi inquiet. Il avait d'ailleurs devancé Mitterrand, dès le premier jour de l'incarcération de Yeiwéné, en demandant au Parquet de faire appel. Et puis, Chirac lui aussi est inquiet. Et ça ne date pas d'aujourd'hui.

La presse rapporte que lorsque Bernard Pons, son propre lieutenant politique, ministre des DOM-TOM, avait fait ouvrir par le procureur de la République, le 15 novembre dernier, une information judiciaire contre Tjibaou et Yeiwéné concernant leurs appels à «l'auto-défense armée» lors du congrès de l'une des composantes du FLNKS (à la suite de quoi ils furent inculpés, et Yeiwéné finalement mis en prison!), Chirac se serait écrié : *«Encore une connerie!»*. Aujourd'hui, Pons lui-même semble regretter ses c..., à en croire du moins les députés socialistes qui l'ont rencontré la semaine dernière, et l'ont trouvé lui aussi «inquiet» de la situation sur le territoire calédonien.

Comme le commente le journaliste du *Monde* du 25 décembre qui reflète sans doute les sentiments des hommes du gouvernement : *«Décapiter le mouvement indépendantiste en mettant à l'ombre ses chefs de file, ce serait permettre l'émergence de la nouvelle génération kanake antifrançaise, ancrée dans le désespoir, et nettement plus radicalisée que celle qui, actuellement, s'efforce de la canaliser»*.

Il est probable en effet que le gouvernement français, qu'il soit de gauche ou de droite, de cohabitation ou pas, préférerait que les choses «se calment» en Nouvelle-Calédonie, ou comme dit Mitterrand, qui a une certaine expérience des guerres coloniales, que les choses ne finissent pas trop mal... Il est probable qu'il préfère, à sa façon, jouer «l'apaisement», c'est-à-dire trouver le moyen de faire accepter aux chefs indépendantistes avec qui il a pris l'habitude de négocier, et la présence française dans le Pacifique Sud via la Nouvelle-Calédonie, et le maintien des colons dans leurs privilèges, en échange de quelques concessions politiques aux leaders indépendantistes. Un statut politique «équitable», en somme, donnant la part du lion aux colons, et ce qui reste, c'est-à-dire pas grand'chose aux Kanaks.

Seulement tout cela est plus facile à plaider qu'à réaliser. Car, et Mitterrand le sait encore mieux que Chirac, en de telles circonstances, c'est encore la droite coloniale accrochée à ses privilèges, tous ses privilèges, moraux comme matériels, qui impose au jour le jour ses conditions et force bien souvent la main à ceux sans qui elle ne serait plus rien.

Dans ce contexte, le dernier emprisonnement de Yeiwéné aura été encore plus ridicule qu'odieux. Mais les hommes politiques français ont sans doute quelque raison d'être inquiets. Le peuple kanak a beau être militairement quadrillé, comme en territoire occupé selon l'expression de Yeiwéné, cet épisode l'aura sans doute plus révolté qu'intimidé, et aura accru encore son animosité et sa haine à l'encontre de ceux qui l'oppriment. Par ailleurs, même si c'est le gouvernement français qui est intervenu (sans trop de précipitation tout de même) pour faire libérer le chef indépendantiste, il y a peu de chances pour qu'il en récolte un quelconque regain de confiance de la part du peuple kanak. Et ça se comprend !

Huguette CHEVIREAU

LA SÉCURITÉ SOCIALE ÉQUILIBRÉE... AUX FRAIS DES MALADES

En cette fin d'année on vient de découvrir que le déficit de la Sécurité sociale n'est que de 4,1 milliards de francs. En juillet dernier les autorités avaient annoncé qu'elles s'attendaient à 15 milliards de déficit. Pour un budget global de l'ordre de 1 000 milliards de francs, c'est un quasi-équilibre.

Remarquons que le déficit du budget de l'Etat (lequel budget se trouve être du même ordre que celui de la Sécu) est nettement plus important. Et pourtant le gouvernement ne passe pas son temps à se lamenter sur ce déficit-là, et se garde bien de réunir en "états généraux" les généraux et les amiraux, par exemple, pour savoir comment réduire les dépenses militaires...

Cela dit, si le déficit de la Sécu a été réduit, ce n'est évidemment pas par hasard. Chacun sait que c'est la conséquence des mesures de restriction des remboursements jointes aux augmentations des cotisations. On estime ainsi que 750 000 malades qui bénéficiaient de la gratuité totale ont perdu ce droit. La presse se fait souvent l'écho de cas de malades à qui leur médecin prescrit des médicaments dits "de confort", parce qu'il n'y a rien d'autre à leur prescrire, et parce qu'il faut bien les soigner.

On le sait, ce sont les plus malades, et souvent, car c'est lié, les plus vieux, ceux qui ont le moins de moyens de se défendre, qui ont été les plus pénalisés. De même que, dans un autre domaine, ce sont les chômeurs qui ont été les plus durement attaqués et qui fournissent les gros contingents des mendiants, des "nouveaux pauvres" et autres clients des "Restos du Cœur".

C'est toujours de préférence aux plus faibles que le gouvernement et le patronat s'en prennent.

Le quasi-équilibre du budget de la Sécu va permettre vraisemblablement au gouvernement de ne pas prendre de nouvelles mesures impopulaires d'ici les élections présidentielles. Mais après, il y aura sans doute de nouvelles attaques... puisqu'on annonce déjà qu'en 1988, le déficit sera d'une vingtaine de milliards !

Cadeau de Noël

Le jeudi 24 décembre, veille de Noël, la Bourse de Paris a été perturbée. Pour une fois, pas par les ordres des spéculateurs ou la panique des boursicoteurs, mais par une grève, suite au licenciement abusif d'un commis. Même à la Bourse, pour que cela marche, il faut des travailleurs, et qui parfois ne se laissent pas faire !

A la Bourse, les capitalistes font valser la valeur des actions. Un jour, l'action des travailleurs fera valser les capitalistes.

A la SNCF, pour le chômage ça roule

La SNCF embauche 2 000 jeunes comme TUC (à 1 300 F par mois) et 100 chômeurs de longue durée comme PIL (à 700 F par mois en plus de leur allocation de fin de droits). A part ça, la SNCF supprime de 8 000 à 10 000 emplois par an, et cela depuis de longues années.

Mais puisqu'on nous le dit, que la SNCF fait un effort pour lutter contre le chômage...

Portion congrue pour les femmes dans les Parlements impuissants

Une étude récente sur la participation des femmes dans les différents Parlements vient d'être publiée par l'Union interparlementaire, qui regroupe des représentants de la quasi-totalité des Parlements du monde.

On y apprend que le record de participation féminine ne dépasse pas 34,3 % et est détenu par la Norvège et la Roumanie, suivies de près par Cuba (33,9 %). Dans six pays, dont le Maroc, le Liban, la Jordanie, aucune femme ne siège au Parlement.

Mais en France, il faut bien dire que ça ne vaut pas beaucoup mieux. A l'Assemblée Nationale siègent actuellement 37 femmes parmi les 577 députés : 6,4 %. En 1945, il y avait 33 femmes ; mais sur 476 sièges, la proportion était légèrement supérieure : 6,9 %.

En quarante ans, les choses n'ont guère progressé !

Banque de France

LES DIRECTIONS SYNDICALES TELLES QU'EN ELLES-MÊMES

Entre Noël et le Jour de l'An, les camions blindés chargés de billets de banque neufs restaient toujours immobilisés dans les garages de l'imprimerie de la Banque de France à Chamalières, toutes les tentatives pour les faire sortir ayant jusque-là échoué.

Après trois semaines de grève de l'ensemble des établissements de la Banque de France, les syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC et Autonomes, dans l'unité s'il vous plaît, avaient appelé à la reprise sans que la direction ait fait la moindre concession sur le cahier de revendications des grévistes. Selon une formule consacrée, ils appelaient *"à la poursuite de l'action sous d'autres formes"*. Ce qui, pour tous les travailleurs qui ont déjà l'expérience de ce que cela signifie, n'est qu'une façon inavouée de cesser le combat. Même si par ailleurs les syndicats annonçaient pour les échéances du 31 décembre et du 4 janvier — comptant, paraît-il, particulièrement pour le calcul de la balance des paiements — des appels à des arrêts de travail.

Les syndicats allaient-ils ce faisant dans le sens de la volonté des grévistes ? Voire. Si en apparence ils n'ont pas eu de mal à faire voter la reprise dans la plupart des centres, il est quand même significatif que la grève ait continué, malgré leur appel à la reprise, au comptoir de Marseille, et surtout à l'usine de Chamalières, là où justement la grève avait commencé.

Il est difficile de dire si cette grève aurait pu être victorieuse ou pas. Mais il est certain qu'elle a fait craindre un moment — la presse bien-pensante s'en est fait l'écho — qu'elle ne déborde le cadre de la Banque de France, et qu'elle s'étende en particulier aux autres banques. Y avait-il ou pas, ailleurs, un climat qui permette cette extension ? Toujours est-il que les directions syndicales n'ont pas fait la moindre tentative pour le vérifier, alors que cela aurait pu être lourd de conséquences sur le rapport de force et pour le faire pencher en faveur des travailleurs.

Toujours est-il que, même en ne menant le combat qu'avec les seules forces des travailleurs de la Banque de France, les dirigeants syndicaux n'ont même pas voulu aller jusqu'au bout de la volonté des grévistes les plus décidés et les plus décisifs, ceux-là mêmes qui avaient commencé la lutte. Cela les juge encore une fois, et cela ne peut que renforcer dans leur conviction les travailleurs qui pensent que pour défendre leurs intérêts véritables, il est nécessaire qu'ils sachent créer leurs propres organes de lutte, leurs comités de grève, directement sous le contrôle des grévistes eux-mêmes, pour être en mesure si nécessaire de passer pardessus la tête des directions syndicales.

L.G.

Les conflits sociaux en 1987 :

LES TRAVAILLEURS NE VEULENT PLUS ÊTRE SACRIFIÉS POUR LES PROFITEURS...

...ILS ONT COMMENCÉ À LE MONTRER

«En moyenne mensuelle, le nombre des conflits enregistrés en 1986 a été le plus faible depuis quarante ans si l'on met à part les grands conflits de fin d'année dans le secteur public. Cette tendance s'est confirmée sur les dix premiers mois de 1987», se réjouissait le ministre des Affaires sociales, Philippe Séguin, dans une interview au journal *Les Echos* du 28 décembre 1987. Et il ajoutait : *«La plupart des salariés comprennent la nécessité de poursuivre l'effort de modération salariale pour que nos entreprises restaurent leur compétitivité»*...

Que Philippe Séguin se rassure, ou plutôt cherche à rassurer ceux, parmi les électeurs, qui ne demandent qu'à continuer à prospérer grâce à l'appauvrissement de ceux qui produisent les richesses, ça fait partie de ses fonctions de politicien de la majortié gouvernementale. Heureusement, la réalité n'est pas tout à fait conforme à ce qu'elle pourrait paraître aux seuls dires du ministre des Affaires sociales. Ne serait-ce que parce qu'en particulier dans la dernière partie de 1987, depuis la rentrée, un certain nombre de mouvements ont montré que de la «modération salariale» (lire le blocage des salaires), comme des licenciements, un certain nombre d'ouvriers commençaient à en avoir «ras-le-bol», et que tout ça ne passe pas toujours aussi facilement que les patrons le souhaiteraient.

Le piquet de grève des mineurs marocains du bassin houiller du Nord lors du conflit d'octobre-novembre derniers (AFP).

Oui, il y a un certain nombre de grèves, de durée plus ou moins longue, plus ou moins minoritaires, qui montrent que les travailleurs n'admettent pas les sacrifices qu'on veut leur faire supporter. C'est ainsi qu'en septembre, à Bull Angers, à la suite de l'octroi d'une prime exceptionnelle de 2000 F au 1er janvier, 1200 travailleurs (sur 2400) se sont mis en grève et ont bloqué l'usine pendant plus d'une semaine, exigeant le maintien de leur pouvoir d'achat.

Le 8 octobre, une grève démarrait au magasin de pièces de rechange de Renault, à Cergy (870 personnes dont 500 ouvriers), pour une augmentation de 500 F par mois. Cette grève dura plus de quatre semaines. Elle donna lieu, entre autres, à une ridicule démonstration de la part de la direction qui organisa une opération «commando» pour faire enlever en hélicoptère une infime quantité des pièces de rechange bloquées.

A peu près au même moment, à l'usine Renault Véhicules Industriels de Bourg-en-Bresse, 500 travailleurs, furieux à l'annonce d'une révision de salaire de 0,5 %, se mirent en grève en réclamant 400 francs par mois. Ils ne reprirent le travail que deux semaines après, tandis que les autres ouvriers de l'usine faisaient des débrayages de soutien.

C'est au mois d'octobre également que démarra la grève des 2500 mineurs marocains du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, contre leur licenciement, mouvement qui devait durer 60 jours. Au mois d'octobre également, se déclencha la grève des dockers de Marseille, qui dura 40 jours, sur des problèmes ayant trait à leur statut et à leur emploi.

En début novembre, devant un commencement d'application d'un plan de licenciements dans le groupe Alsthom (1300 sur 32000), à l'usine du Bourget où 200 emplois devaient être supprimés, un tiers des 1300 travailleurs se retrouva en grève pendant deux jours et demi. L'Alsthom à Belfort (6400 travailleurs), quelques jours plus tard, connut également trois jours de colère, les 85 «licenciements secs» en plus des FNE, ne passant pas du tout. Partis d'un atelier, là aussi, après que les premiers grévistes se soient répandus dans les autres, que la grève passe d'une équipe à une autre, plus de 1500 grévistes se retrouvèrent à un moment rassemblés devant la direction, et une bonne partie manifesta en ville.

Les 3, 4 et 5 novembre à Renault-Flins, sur les 12000 ouvriers de l'usine, il y en eut 1500 à 2000 pour débrayer, sur trois jours, et pour défiler dans les ateliers. Après l'annonce de la révision de salaire de 0,4 %, ils réclamaient 500 francs par mois pour tous. Et pour autant que le mouvement ait été minoritaire, cela faisait bien longtemps qu'à Flins, il n'y avait pas eu une telle mobilisation.

L'annonce de licenciements à Dassault (1261 sur tout le groupe) provoqua également des remous en novembre. Après un débrayage spontané à l'usine de Saint-Cloud, la direction reculait même partiellement, en transformant les licenciements en reclassements avec perte de salaire de 700 à 800 francs... sauf pour un militant considéré comme «meneur».

Fin novembre, ce sont les mineurs de Lorraine qui, face aux licenciements en prévision, à Merlebach, faisaient un débrayage surprise et une manifestation qui se termina par la destruction de wagons de chemins de fer venant d'Allemagne, sur laquelle la colère des mineurs avait été polarisée.

Le mois de décembre fut inauguré par une grève de deux jours des conducteurs SNCF de Paris-Nord, mécontents de leurs avancements; à l'appel des syndicats cette fois. Et début décembre vit également le début de la grève de la Banque de France qui se prolongea sur trois semaines, les effectifs et les salaires étant également au centre des revendications.

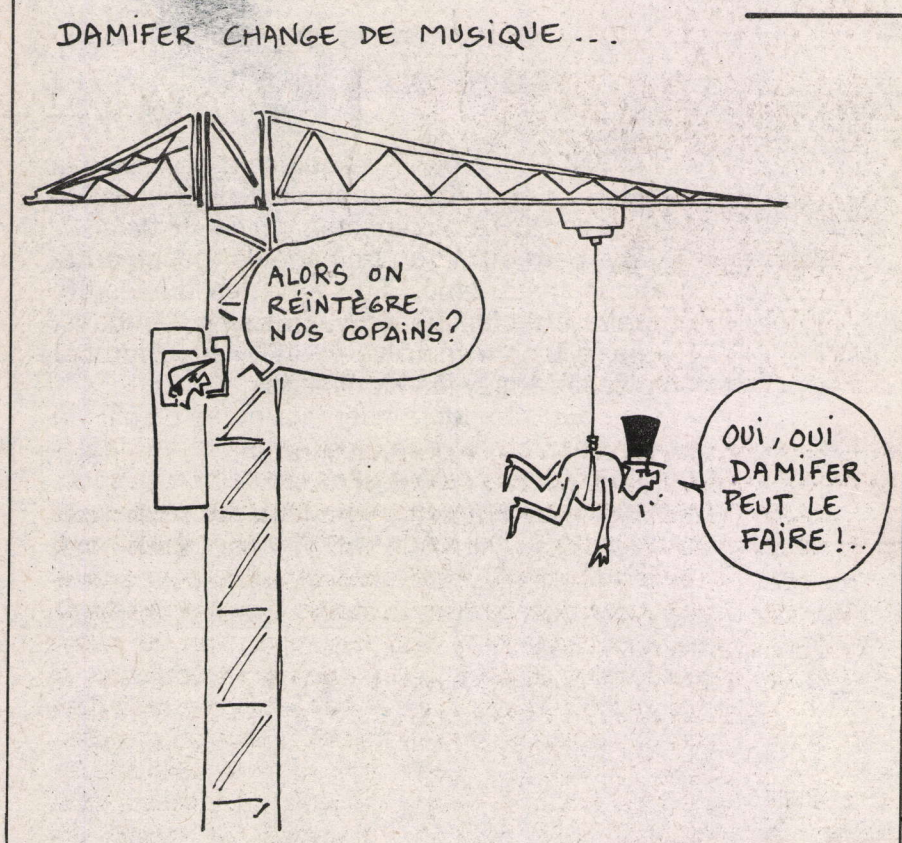
C'est aussi à partir du 3 décembre, quand les convocations individuelles commencèrent à arriver aux 220 futurs licenciés de Renault-Cléon, qu'une série de débrayages, de manifestations, entraînant 3000 des 5000 ouvriers de cette usine, amena la direction à temporiser et à repousser de deux mois la mise en application de son plan.

Ces conflits ne sont qu'une partie de tous ceux de cette fin 1987: ceux dont on a le plus parlé, car ils ont affecté des entreprises parmi les plus grandes du pays. Mais ils ne sont pas les seuls et il y en a sans doute eu bien d'autres dans de multiples autres entreprises. Toujours est-il que si 1988 se poursuivait dans la lancée de la fin 1987, les Séguin et consorts auraient des raisons d'être plus inquiets qu'ils ne le laissent aujourd'hui paraître. Car la classe ouvrière, même si on ne peut que constater qu'elle n'est pas encore actuellement prête à rendre tous les coups qui lui sont portés par une riposte d'ensemble, montre des signes certains d'impatience. Et si les combats isolés, entreprise par entreprise, peuvent être sans lendemain et sans perspective, ils peuvent aussi servir de préparation, même en restant partiels et limités, à une lutte à un autre niveau, une lutte qui se généralise à tous les travailleurs. Seule cette lutte-là est capable de faire vraiment reculer la bourgeoisie et de changer la condition de la classe ouvrière.

Louis GUILBERT

Échec aux patrons

Chantier de l'Opéra de la Bastille à Paris



VICTOIRE POUR LES OUVRIERS DE DAMIFER

A l'issue d'une lutte de six mois, les 53 ouvriers de Damifer, licenciés du chantier de l'Opéra-Bastille après avoir fait grève pour contester le déroulement des élections professionnelles, ont été réintégrés sur leur chantier.

Damifer-Davum, une filiale de Sacilor, avait pourtant tout fait pour que les licenciements soient entérinés. Mais chaque jour les ouvriers - organisés avec la CGT - venaient à l'heure de l'embauche pour occuper leur poste de travail sur le chantier et exiger leur réintégration.

Cela leur valut, après avoir été condamnés à évacuer les lieux par le tribunal de grande instance de Paris, le 18 novembre dernier, d'avoir à se coltiner avec des vigiles payés par la direction début décembre, puis la semaine avant Noël encore, alors que des centaines de travailleurs des autres entreprises du chantier se solidarisaient avec eux, de se heurter à l'intervention policière.

Mais les ouvriers de Damifer, pour la plupart des immigrés, n'ont pas baissé les bras et ils ont gagné. On ne sait si cela servira de leçon à d'autres patrons, mais tous les travailleurs, et pas seulement ceux de Damifer, peuvent se réjouir de cette victoire.

Un procès frou-frou-frou

DIM N'AIME PAS QU'ON VOIE SES DESSOUS!

Il y a un peu plus d'un an, en octobre 1986, la direction de DIM et huit cadres de l'usine DIM-Saint-Andoche, installée à Autun, avaient décidé d'assigner en justice deux diffuseurs du bulletin Lutte Ouvrière.

Le motif invoqué par l'avocat de DIM dans son assignation était d'avoir distribué des tracts qui révèlent *«l'intention de nuire au bon fonctionnement de la société DIM ainsi qu'à l'autorité des cadres»* et avoir causé un préjudice par *«l'emploi d'allégations pernicieuses... de surnoms désobligeants et explicites à l'encontre des cadres»*.

En fait, ce qui semblait gêner ces messieurs de la société DIM, ce n'est pas qu'il y ait eu des accidents, des brimades... mais qu'on puisse et qu'on ose les dénoncer !

Ainsi, il nous était reproché d'avoir porté préjudice à la société DIM parce que notamment dans ce bulletin Lutte Ouvrière du 14 octobre 1986, nous avions dit à propos d'un accident du travail : *«Une fois de plus les scies ont justifié leur réputation : une camarade s'est coupé un morceau de doigt. Ces machines sont dangereuses et la direction le sait depuis longtemps, et visiblement ce n'est pas près de changer. Chez Dim, on fabrique des produits à la mode avec des machines ringardes. Mais pour la direction, il semble bien que ce qui est ringard, c'est d'investir dans la sécurité»*.

Comme disait un auteur célèbre : *«Cachez ce sein que je ne saurais voir»...* ; eh bien, chez DIM, on peut se blesser, se faire sanctionner ou licencier pour un rien... ou subir les pires humiliations ; tant que cela ne sort pas de cette maison close qu'est l'usine, pas de problème. Mais qu'on puisse révéler tout cela dans un petit journal a choqué ces beaux messieurs de DIM et ils ont porté plainte pour outrages.

Les huit cadres qui nous attaquaient nous reprochaient d'avoir subi personnellement un préjudice... parce qu'ils avaient été l'objet *«de railleries»*... car même s'ils *«n'ont pas été nommément désignés, (...) il est aisé d'établir le lien entre leur nom ou leur fonction et les surnoms»*.

Ainsi, l'emploi des surnoms *«Le Lézard, Barbe-Bleue, Olive, Le Poisson-Chat, Le Crabe, Roule-Ta-Bille, Grospichet, Kikirotte,* avaient, toujours d'après l'assignation, *causé le plus grand préjudice, puisqu'étant cadres, leur autorité s'en est trouvée amoindrie»*.

Autorité bien fragile pour que l'emploi de surnoms appartenant entre autres à de gentils animaux puisse la saper ! Et on peut rester sceptique ou perplexe devant un pareil phénomène qui a pérmis à quelques sobriquets et noms d'animaux de déstabiliser l'autorité de tout un encadrement...

Heureusement, le bon sens et l'équité l'ont emporté devant cette outrance de la SA DIM et de ses collaborateurs, qui rappelons-le demandaient presque 20 millions de centimes de dommages et intérêts...

★
★★

Les juges du tribunal de grande instance de Chalon-sur-Saône n'ont pas accepté l'argumentation de DIM, l'ont déboutée et même condamnée à payer les frais de justice.

Le tribunal a constaté ce que n'importe quelle personne de bon sens aurait pu faire, que les deux militants de Lutte Ouvrière n'avaient pas commis de faute, qu'aucun des faits énoncés dans le bulletin du 14 octobre, notamment l'accident sur les scies, n'avait été contesté par la direction ; que *«si la critique est formulée en termes caustiques et peut-être outranciers, elle ne dépasse pas la limite de ce qu'autorise le principe bien compris de la liberté d'expression»*.

Et s'il est un souhait à formuler en cette époque si propice aux vœux, c'est que la SA DIM s'intéresse un peu plus aux abus et injustices qui se produisent chaque jour dans ses usines, plutôt qu'à ceux qui les dénoncent !

Correspondant LO

Le poison se diffuse mieux que l'information

On apprend maintenant que le directeur technique d'une usine Peugeot, à Mulhouse, n'avait pas déclaré l'incendie d'un transformateur au pyralène, qui date de juillet 1986. Des produits toxiques se sont répandus on ne sait trop où...

Le directeur a eu 1 000 F d'amende. Empoisonner le public coûte moins cher qu'un simple vol de voiture.

SUR LA LIGNE C OU RER

UNE INSÉCURITÉ DONT LA SNCF EST RESPONSABLE

Dans la matinée du jeudi 24 décembre, une collision entre deux trains de banlieue, l'un chargé de passagers et l'autre vide, a fait un mort et plusieurs dizaines de blessés. Le choc a été extrêmement violent. Ce n'est pas la première fois qu'un tel accident survient dans ce secteur extrêmement chargé de la région parisienne. En 1981, deux collisions avaient déjà eu lieu.

Aujourd'hui, la SNCF affirme que l'accident ne serait pas dû à une défaillance technique mais que l'erreur incomberait au conducteur. C'est peut-être vrai. Et cela d'ailleurs ne surprend nullement les conducteurs, tant les conditions de travail sur cette ligne sont déplorables. Le nombre de franchissements de signaux fermés y a augmenté de façon inquiétante. La plupart du temps cela n'a heureusement guère de conséquence mais prouve bien que la sécurité telle qu'elle repose actuellement sur le respect des signaux est à revoir.

La raison essentielle d'un tel accident est d'abord les économies que réalise la SNCF sur les investissements, alors que dans le même temps elle fait passer de plus en plus de trains sur une ligne déjà saturée. Pour pouvoir accélérer la cadence des trains, elle a rapproché les signaux. Dans Paris, entre Boulevard Victor et Austerlitz, ils se suivent de si près qu'on les croise toutes les dix secondes à peine. Aux heures de pointe les conducteurs roulent constamment "au jaune". Normalement, dès que l'on aperçoit un signal "au jaune", on est averti que le suivant est au rouge et l'on se prépare à freiner pour s'arrêter devant le signal rouge impératif. Mais le suivant passe du rouge à l'orange si la rame qui précède a avancé. C'est ainsi que l'on prend l'habitude de rouler "au jaune". On s'attend à ce que le prochain signal soit dégagé... et l'on peut se faire piéger. Car à 60 km/h, il faut 3 à 400 mètres selon l'état du rail pour s'arrêter, même en freinage d'urgence.

Voilà pourquoi il y a des franchissements de signaux. Et de plus en plus. Quand les trains se suivent à deux minutes, voire à une minute trente secondes les uns les autres, on imagine le risque. Tous les conducteurs sont conscients du danger. Le chef de dépôt de la ligne C a récemment expliqué qu'à son avis ce n'était pas grave, car il avait fait le calcul qu'il y avait, proportionnellement au nombre de signaux, moins de franchissement à la banlieue que sur les grandes lignes!

A cette raison il faut encore en ajouter d'autres qui expliquent qu'un agent puisse franchir un signal d'arrêt. D'abord la surcharge de travail avec le nouveau matériel (Z2N), rames tricolores banlieue, où l'on a supprimé le deuxième agent chargé de veiller à la sécurité des voyageurs lors du départ. Cette tâche incombe désormais au conducteur. Et dans la même journée ils peuvent rouler sur plusieurs types de rames, des Z2N avec télévision sur le quai ou embarquée, ou bien des 5300, c'est-à-dire des rames en inox où il y a encore un agent de train. Et puis, il y a les roulements de plus en plus tendus. La SNCF a réussi à augmenter le temps de conduite en ne maintenant que le strict temps de repos reconnu légalement. C'est comme cela d'ailleurs qu'elle économise, année après année, sur les effectifs.

Un autre système de sécurité est à l'étude... depuis les accidents de l'été 1985. Chaque train aurait un calculateur de bord avec en mémoire la courbe de freinage du train. Si le conducteur ne réagit pas à temps et "sort" de cette courbe de freinage, il reçoit un avertissement sonore; s'il ne réagit toujours pas, c'est le système qui prend en charge l'arrêt automatique du train. Alors qu'actuellement un conducteur qui a oublié de réagir correctement au signal peut parfaitement le franchir : il aura seulement... une sanction; car pour ça, tout est enregistré.

A ce propos d'ailleurs, la direction est très forte : la sanction pour un carré franchi doit être dissuasive, explique-t-elle, pour qu'un tel incident ne soit pas banalisé! La sanction va de 1 à 3 jours de mise à pied (avec 250 F par jour de retrait de salaire), plus de 1 à 3 mois de descente de machine (2500 à 3000 F de primes par mois) et des répercussions sur le déroulement de carrière.

Dans un tract daté du 24/8/87, la CFDT du dépôt Paris-Sud-Ouest écrivait : *"Pour la sécurité, contre les sanctions : depuis le début des vacances, cela fait 4 carrés de franchis à la banlieue dont 3 en 6 jours. Par chance, il n'y a eu aucune conséquence grave. La liste ne fait donc que s'allonger, et malheureusement on peut déjà prévoir qu'il y en aura d'autres. Non pas en lisant dans le marc de café, mais parce que la direction nous fait prendre de plus en plus de risques, en tirant les roulements et les grilles au maximum, en nous augmentant la charge de travail (Z2N). Et cela elle ne l'ignore pas..."*

Alors, que la direction ne s'avise pas, comme elle en a la mauvaise habitude, de faire retomber sa responsabilité évidente sur un conducteur. Si elle se met à vouloir faire payer le lampiste, elle risque de trouver en face d'elle la colère des conducteurs et des cheminots.

Correspondant LO

UN ACCIDENT DE TROP

La SNCF a promis d'équiper d'un nouveau système de sécurité le contrôle de vitesse sur la ligne C du RER. Ce dispositif, qui existe déjà sur le TGV, permettrait un freinage d'urgence automatique instantané, alors que les dispositifs actuels ne déclenchent qu'après cinq secondes. Il aura fallu pour en arriver là qu'il y ait un mort et 38 blessés à Issy-les-Moulineaux.

On pourra toujours chercher après ça s'il y a eu ou pas "erreur humaine". Mais quand dans les transports, comme dans les usines, la sécurité est constamment mise en balance avec la rentabilité, il ne s'agit pas d'erreur mais d'un système : le capitalisme.

ALLONGER LES RAILS C'EST POSSIBLE AVEC LA SNCF

Nous avons reçu dans notre courrier l'information suivante :

"A la suite de l'article sur le mystérieux allongement des rails dans la région de Savoie, publié dans Le Canard enchaîné *et dans le n° 1018 de* LO, *dans lequel on apprenait que certains trajets en chemin de fer étaient allongés de 30 à 40 km environ, en ce qui concerne les tarifs, en tout cas, des cheminots ont mené l'enquête.*

Ils ont ainsi appris qu'à l'origine il s'agissait de financer l'amélioration des lignes SNCF de Savoie pour accueillir les futurs Jeux Olympiques d'hiver.

La SNCF a demandé à la région de financer les travaux. Cela aurait pu se traduire par une surtaxe locale perçue sur tous les billets vendus dans les gares et agences de la région.

Seulement le Conseil général n'a pas voulu, et apparemment il a obtenu gain de cause.

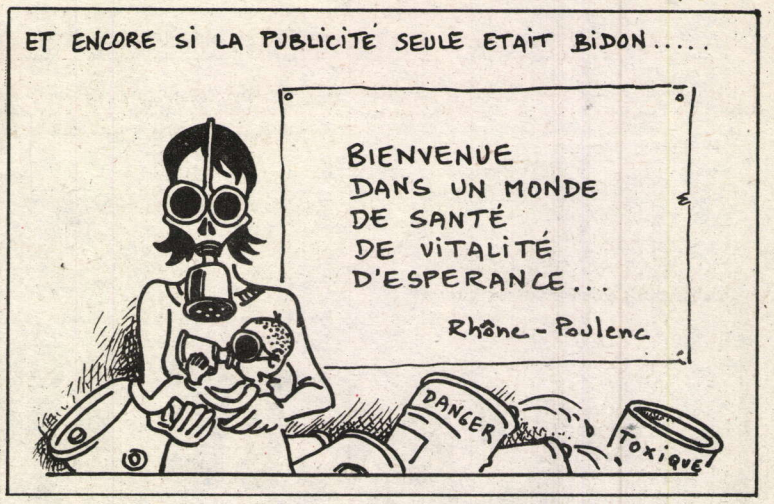
Il ne restait plus alors à la SNCF qu'à se débrouiller toute seule. Elle a donc décidé, discrètement, de faire payer plus cher les billets des usagers en provenance d'au-delà de Saint-Pierre d'Albigny.

Et pour cela, elle a donc allongé fictivement les distances...

Ce n'est pas tout à fait nouveau : la distance Paris-Lyon par le TGV n'est que de 426 km. Elle est comptée à 512 km, comme par l'ancien trajet qui passait par Dijon".

Voilà donc la SNCF, aussi mesquine avec les usagers qu'avec les cheminots, en train d'augmenter sur le papier le kilométrage des voies ferrées.

Est-ce que la France pourrait un jour avoir un réseau plus long que celui des USA par exemple? En continuant comme ça, c'est sans doute possible avec la SNCF.



Les pollueurs à l'œuvre à l'usine de Pont-de-Claix (Isère)

RHÔNE-POULENC NOUS PRÉPARE UN DRÔLE DE MONDE

□ *"Bienvenue dans un monde plus fertile, plus sain, plus généreux"*, dit une publicité de Rhône-Poulenc qui ces jours-ci s'étale dans les journaux et à la télévision. Les riverains de certaines usines Rhône-Poulenc ont l'occasion de voir de près ce "monde meilleur" que le trust nous prépare.

L'usine Rhône-Poulenc de Pont-de-Claix, près de Grenoble, utilise beaucoup d'eau pour ses installations (200000 m³ par jour), elle est d'ailleurs installée sur une nappe phréatique importante et de nombreux puits alimentent l'usine en eau propre. Le problème, c'est justement que l'eau de cette nappe sous l'usine est de moins en moins propre, on peut même dire franchement polluée. Allez donc deviner pourquoi...

Un nouveau puits est en cours de forage depuis plusieurs semaines et, dernièrement, par 22 mètres de fond, des ouvriers occupés à forer les drains qui rayonnent du puits perçurent une odeur de plus en plus prononcée de produit chimique, en même temps que des nausées les prenaient. L'eau qui s'écoulait ne sentait vraiment pas le propre comme dit la pub. L'identification fut facile ; ils venaient de percer une poche de trichlorobenzène, un solvant lourd qui, coïncidence, est justement fabriqué dans l'usine à plusieurs centaines de mètres de là.

A l'atelier où est fabriqué ce produit, il y avait bien un bac de stockage... tellement pourri que Rhône-Poulenc a finalement décidé de le remplacer ! Mais pendant des mois, peut-être des années, ce bac a fui.

Les ouvriers de l'atelier avaient bien fait remarquer à l'ingénieur qu'il était curieux, depuis le temps que ce bac fuyait, qu'on ne trouve jamais rien dans la fosse de rétention prévue à cet effet, d'ailleurs cette fosse semblait fissurée et le produit devait bien partir quelque part ! On sait maintenant où...

Il y a quelques années, déjà, un autre puits s'était retrouvé pollué. Lors d'un incendie sur le site, les pompiers trouvèrent bizarre l'eau avec laquelle ils tentaient d'éteindre le feu : elle sentait le pétrole... Après analyse, il s'est confirmé que cette eau, destinée à éteindre les incendies, contenait plusieurs pour-cent de cumène, un hydrocarbure plus léger que l'eau et hautement inflammable. C'est ce qui s'appelle jeter l'huile sur le feu !

Après coup, l'explication fut trouvée : comme c'était l'été, le niveau de la nappe ayant baissé, le tuyau qui plongeait dedans, au lieu d'aspirer de l'eau, aspirait la couche surnageante huileuse. Le cumène était, bien sûr, également fabriqué dans l'usine.

Alors, Carignon, maire de Grenoble et ministre de l'Environnement, peut se pencher sur un problème tout proche : dans la nappe phréatique de sa ville, en haut on pompe dans la couche d'hydrocarbures qui surnagent... et en bas on plonge et on aspire les solvants chlorés lourds. Ce qui étonne le plus, d'ailleurs, en connaissant les installations de Rhône-Poulenc, ce n'est pas tant qu'il y ait une couche au-dessus et une autre au-dessous, mais bien qu'il reste encore un peu d'eau entre les deux !

Correspondant LO

□ Les 200 résidents du foyer "provisoire", rue Nouvelle France à Montreuil luttent pour un relogement décent. Ils demandent que ce relogement se fasse sur la commune de Montreuil même ou à proximité du métro, car 175 des 200 résidents travaillent sur Paris. Cette lutte remonte à loin.

A l'origine, dans les années 1960 et 1970, les résidents étaient logés au 49 rue Léon Gaumont, dans des conditions au-dessous des seuils d'hygiène et de sécurité. La municipalité de Montreuil ne voulait pas reloger les 600 résidents sur sa commune. Finalement, devant la détermination du comité et des délégués du foyer, qui avaient multiplié les interventions, manifestations, conférences de presse, etc., la municipalité prenait en 1980 une mesure : relogement de 200 résidents dans des préfabriqués à Montreuil et répartition des autres dans d'autres communes , démolition du 49 et reconstruction sur place d'un foyer dans les 2 ans.

C'est ce provisoire qui dure depuis. Le terrain du 49 a été vendu à une entreprise qui prétendait y construire des locaux et y créer 300 emplois. Le terrain à l'heure qu'il est sert de parking et il n'est plus question d'y reconstruire un foyer !

Les préfabriqués, eux, sont toujours là. C'est dans le haut de Montreuil, dans un sinistre terrain vague, qu'ont été plantés ces baraquements. "L'installation" s'est faite le 20 décembre 1980 : 3 lits par chambre de 10 m² environ et pour 18 personnes par couloir, 2 douches, 3 lavabos, 2 WC, 4 gaz. Quand il pleuvait, le toit du préfabriqué avait des fuites. On a pallié cet inconvénient en posant une couverture de tôles : maintenant quand il pleut, il n'y a plus de fuite d'eau mais un tapage lancinant. Et quand le vent souffle un peu fort, chacun se demande si la baraque ne va pas s'envoler.

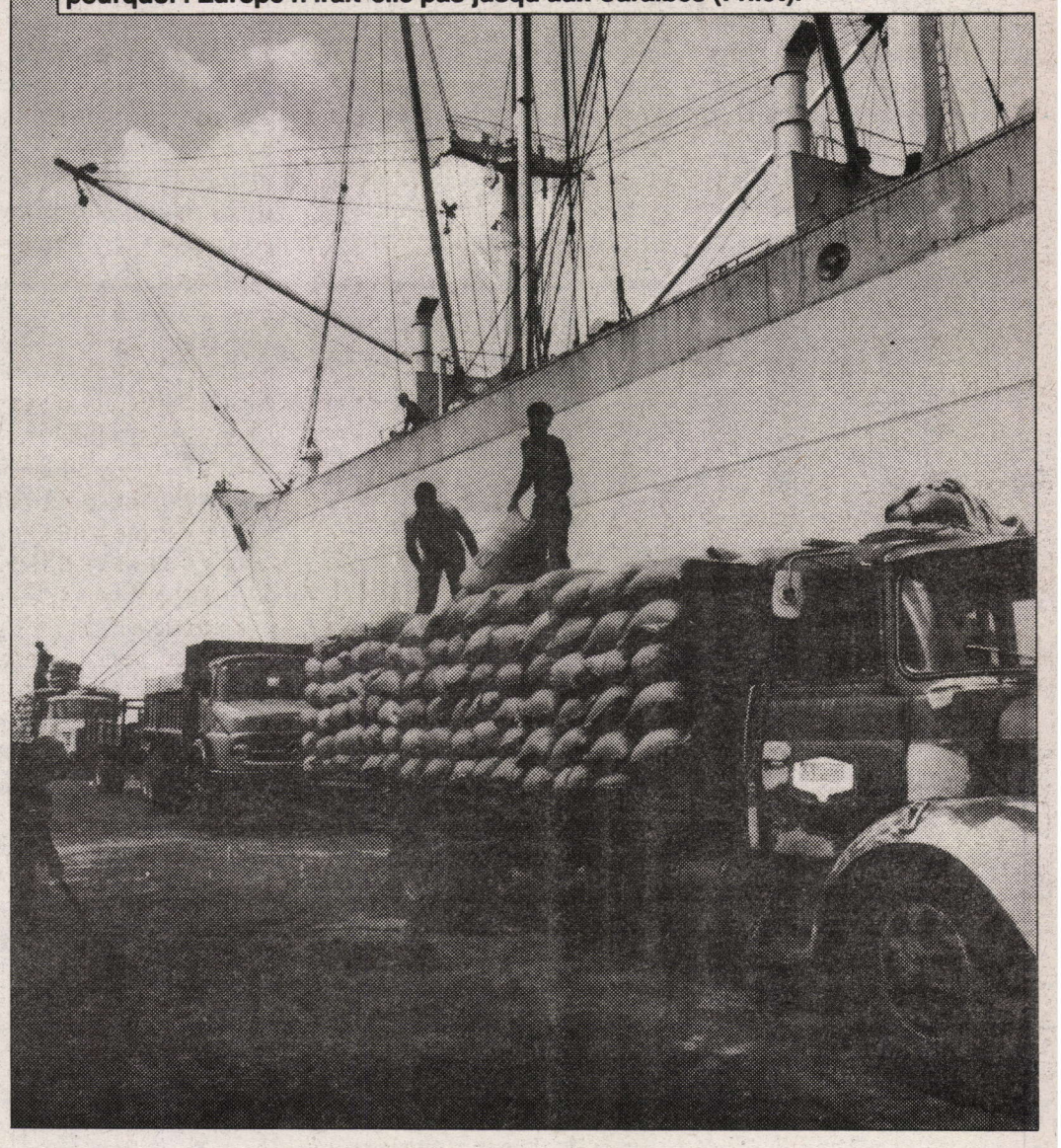
Travailleurs et citoyens à part entière, les résidents se battent pour faire respecter leurs droits élémentaires. La municipalité soutient cette lutte des résidents, mais pour qu'ils aillent se faire loger ailleurs, *"dans des communes où il n'y a pas de foyer de travailleurs immigrés"*, les communes avoisinantes gérées par la droite. Sa position est : *«Pas de nouveau foyer à Montreuil»*.

Pour les résidents, c'est une dérobade. Leur foyer est un ancien foyer de Montreuil, le plus ancien peut-être. Alors, la municipalité n'a tout simplement pas tenu ses promesses. Et le comité de locataires, composé de 10 élus au sein du foyer, a dû entreprendre beaucoup de démarches "ping-pong". A la Préfecture, au ministère des Affaires sociales (de Georgina Dufoix à Séguin, c'est pareil) au Premier ministre Fabius qui a transmis à Quilès, ministre du Logement, qui a transmis à la Préfecture... Et toujours les mêmes préfabriqués.

Les résidents, jeunes et plus anciens, sont bien décidés à ne pas en rester là.

"L'ACTE UNIQUE EUROPÉEN" APPLIQUÉ... AUX ANTILLES !

– Le port de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). Pour les intérêts capitalistes locaux pourquoi l'Europe n'irait-elle pas jusqu'aux Caraïbes (Frilet).



Dirigeants et commentateurs font état de plus en plus souvent de «l'échéance de 1992», qui commanderait leur politique européenne. Il est prévu, en effet, depuis l'entrée en vigueur de l'Acte Unique européen en juillet 1987, qu'au 31 décembre 1992 s'achèvera la réalisation du «Grand Marché Unique européen» (!) qui, selon la propagande officielle, doit voir la *«disparition réelle des obstacles à la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux entre les 12 Etats membres de la communauté européenne»* pour *«aboutir à un espace économique totalement unifié»,* formant quasiment un seul pays au lieu de 12...

En réalité, il ne s'agit toujours que de l'Europe des capitalistes et des banquiers, c'est-à-dire un ensemble d'accords, négociés au jour le jour et destinés à fournir aux appétits des plus gros d'entre eux un marché un peu moins étriqué. Mais c'est bien difficile à réaliser ! Une illustration : pour aboutir au minimum d'harmonisation prévu pour 1992, les organismes européens auraient quelque 300 décisions à prendre d'ici-là. A supposer qu'ils y parviennent, il n'en resterait pas moins que les mesures d'applications correspondantes seront nationales, et que dans les secteurs sensibles (fiscalité, environnement...), chaque Etat garde l'essentiel de ses prérogatives.

En 1972, on promettait déjà «l'union politique et monétaire» pour 1980 ; il y a plus de 30 ans, en mars 1957, lors de la signature du Traité de Rome, l'Europe sans frontières ne devait être qu'une question de 10 à 12 ans... Même si, depuis le temps, cette Europe est passée de six à douze, il est plus douteux que jamais, avec la crise boursière et financière en particulier, que cette Europe voie jamais réellement le jour...

De toute façon, elle n'a rien à voir avec l'abolition des frontières et l'unité des peuples. Sur le plan géographique, elle est déjà passablement aberrante, puisqu'elle ne comprend ni l'Europe du Nord, ni celle du centre, ni la Russie, ni même la Suisse ou l'Autriche. Alors qu'en revanche – innovation géographique introduite par les intérêts capitalistes en jeu – l'Europe de 1992 devrait inclure notamment les Antilles... à 8000 km de là !

Depuis plusieurs mois, le monde politique de la Guadeloupe et de la Martinique s'agite beaucoup autour de la question de «l'Acte Unique européen». Aussi bizarre que cela puisse paraître, ces deux petites îles des Caraïbes font officiellement partie de... l'Europe. Car elles restent des pays colonisés, soumis aux aléas de la politique conduite par les gouvernements de la bourgeoisie française.

Il y a plusieurs semaines, un aréopage d'élus de tous bords s'est rendu à Bruxelles, via Paris. Ils étaient invités par le gouvernement français à aller discuter avec les instances européennes.

Reçus d'abord par Chirac et ses ministres, ils en ont été quittes pour écouter bien sagement le traditionnel discours sur la «chance que l'Europe unie constitue pour les Antilles» etc., etc.

Ensuite, à Bruxelles, à peine purent-ils faire valoir leurs remarques, que les commissaires européens y coupaient net en déclarant : *«Faisons l'Europe d'abord. Seule une Europe forte pourra prendre en compte vos problèmes, on ne peut commencer à faire l'Europe par les exceptions...».*

Elégante façon de faire taire le charter d'élus et de socio-professionnels venus «défendre l'économie antillaise»...

Il est vrai que certains intérêts bourgeois locaux pourront être lésés avec l'apparition du «Marché Unique européen».

Il s'est établi entre l'administration française et les nantis du pays, depuis plusieurs années, une forme de relation qui garantit, tant bien que mal, à ces derniers une position acceptable. Taxes à l'importation, marchés protégés en ce qui concerne le sucre, la banane, l'ananas, notamment, quotas d'exportation garantis sur le marché européen, tout cela constitue pour eux un ensemble de garde-fous qui pourrait être entamé.

C'est pour défendre les intérêts de ces lobbies et possédants locaux que les élus sont allés à Bruxelles, y compris ceux des partis de gauche locaux, qui réclament un statut dérogatoire pour restreindre la concurrence des produits européens. Ainsi, un responsable du Parti Progressiste Martiniquais, l'un des plus importants partis de gauche (dirigé par Aimé Césaire) de déclarer à son retour : *«Si nous nous heurtons à un mur, si toute tentative économique échoue, il est évident que nous tombons dans un problème politique et il faudra s'interroger pour savoir ce que veulent les régions concernées, pour savoir ce que nous voulons. Pour le moment, nous n'en sommes pas là, il faut réussir l'intégration européenne tout en protégeant nos intérêts, c'est pour cela que nous avons reçu mandat et pas pour autre chose...».*

En Martinique, un dirigeant de la CGT (syndicat contrôlé par le Parti Communiste) déclarait, il y a quelque temps, que si l'usine Denel (usine d'ananas) a fermé, c'est parce que l'Europe n'a pas fourni suffisamment de subventions. Cela aboutit, en fait, à dédouaner le capitaliste Despointes, l'un des plus gros des Antilles qui a fermé l'usine et licencié les travailleurs. L'Europe a bon dos.

En Guadeloupe, les dirigeants du Parti Communiste tiennent à peu près le même langage, protestant contre l'éventuelle disparition d'une taxe à l'importation comme «l'octroi de mer» qui, disent-ils *«protège l'économie locale»* (entendons les intérêts des producteurs locaux). En réalité, de telles taxes ne font qu'augmenter les prix et peser sur le pouvoir d'achat de la grande masse de la population.

Remarquons tout de même que ce n'est certainement pas pour les capitalistes de l'import-export que les choses risquent d'empirer. Au contraire. Les gros négociants des ports de Pointe-à-Pitre et de Fort-de-France, les agences de transport et de transit des marchandises, les chaînes «Prisunic», «Mammouth» ou «Monoprix» sont relayés aux Antilles par un lobby béké (Blancs des Antilles) qui fait une grande partie de leur commerce en gros.

La quasi-totalité de la consommation courante est déjà importée de France et d'Europe. Alors, ces gros commerçants continueront d'autant mieux à vendre les produits venant d'Europe, avec d'autant plus de facilités et de gains.

La défense des capitalistes locaux conduit certains dirigeants de la gauche à emprunter de curieux détours et à se poser en partisan de l'indépendance... non pas celle des Antilles... mais de la France...

Ce que viande vaut...

– Un marché en Martinique, qu'on pourra considérer, en 1992, avec la Guadeloupe, comme la partie la plus occidentale... de l'Europe (Frilet).

C'est un député du Parti Communiste guadeloupéen qui part en croisade pour défendre la souveraineté française. Il déclare: *«En mettant en cause la souveraineté de la France, l'Acte Unique nous assujettit définitivement... Car la disparition de la règle de l'unanimité contraindra le gouvernement à respecter avant tout les intérêts européens qui seraient mis en cause par tel ou tel mouvement de libération national et social. Cette mise en cause de l'indépendance de la France nous condamne de plus en plus à la dépendance et fait voler en éclat le grand principe du droit inaliénable des peuples».*

Voilà donc nos communistes locaux transformés en nationalistes... français.

Faisons confiance à la bourgeoisie française et à ses politiciens pour défendre «l'indépendance» de la France! Comme aux possédants locaux pour défendre leurs avantages et protéger leur production!

Mais les partis de gauche sont tellement empressés à s'en faire les porte-parole que les nantis des Antilles les utilisent comme auxiliaires zélés pour la défense de leurs intérêts. Et ces derniers sont tout heureux de paraître jouer un rôle. Se comportant déjà en hommes «responsables» d'un «petit gouvernement local» qu'ils appellent de leur vœux, ils jouent le jeu en espérant qu'on appréciera leur zèle pour l'avenir. D'autant qu'il y a des postes et quelques sinécures à pourvoir dans les organismes européens ou dans un éventuel gouvernement autonome local.

LE VEAU EST D'ARGENT MAIS LES HORMONES SONT D'OR

Onze personnes viennent d'être inculpées dans l'Ouest pour trafic de produits nocifs, destinés à engraisser artificiellement les veaux. Près de 200 000 bêtes auraient été ainsi illégalement traitées par la société Denkavit-France, filiale d'une entreprise néerlandaise qui produit par an quelque 80 000 tonnes d'aliments pour bétail.

Cette firme contrôle plusieurs centaines d'éleveurs en France et travaille selon le système dit de l'intégration. Les veaux, appartenant à la société, arrivent âgés d'une semaine chez l'éleveur et doivent être restitués trois mois plus tard. Durant toute cette période ils sont suivis par un technicien. Le paysan est, lui, rétribué sur le poids du veau et en fonction des cours : de quoi inciter bon nombre d'éleveurs peu scrupuleux à fermer les yeux sur les piqûres administrés de temps à autre au bétail dont ils ont la charge. Par l'injection d'hormones, les veaux prennent du poids qui se transforme en eau dans la poêle du consommateur, quand ce n'est pas en poison dans son organisme, puisque certains produits ainsi administrés sont considérés comme cancérigènes.

L'affaire est en fait vieille de deux ans déjà puisque c'est en février 1986 qu'une information avait été ouverte par le Parquet du tribunal d'Argentan, dans l'Orne. Un directeur de laboratoire de produits vétérinaires ainsi qu'un technicien de Denkavit-France avaient alors été inculpés pour trafic d'hormones. Vingt mois d'enquête, et ce sont maintenant onze personnes qui sont inculpées pour les mêmes motifs : un cadre commercial de Denkavit, plusieurs techniciens de la firme, ainsi que des éleveurs de l'Orne, de l'Ille-et-Vilaine, du Finistère, des Côtes du Nord et de la Manche. Mais les principaux responsables du trafic, ceux qui dirigent la société Denkavit, sont pour l'instant hors de cause... et ils accusent même leurs techniciens d'excès de zèle pour avoir opéré sans la moindre instruction. Voire !

Pourtant ce ne sont pas les lois interdisant l'emploi d'hormones qui font défaut. En 1972, douze éleveurs, vétérinaires et gérants de laboratoires, inculpés pour avoir administré de tels produits à des veaux, protestaient de leur innocence, invoquant l'ambiguïté des textes en vigueur à l'époque. Qu'à cela ne tienne, une loi interdisant l'administration d'hormones aux animaux destinés à l'alimentation humaine fut promulguée quelque temps plus tard, en février 1976.

Cela n'empêcha d'ailleurs nullement des éleveurs conseillés par certains laboratoires de passer outre la réglementation. Les trafics se multiplièrent donc jusqu'à la «révolte» de 1980 où les associations de consommateurs mirent brutalement les pieds dans le plat en appelant au boycott du veau. Les ventes s'effondrèrent, les bouchers pleurèrent sur leur étal, mais l'action fut efficace puisque le veau aux hormones disparut ou, plus certainement, diminua en quantité sur les marchés. De son côté, le ministère de l'Agriculture annonça un renforcement des contrôles. La législation elle-même devint plus sévère. En juillet 1984, la loi Rocard n'autorisa plus que cinq substances naturelles ou de synthèses, qui auraient fait la preuve de leur innocuité.

Finalement, en décembre 1985, la Communauté européenne entérinait une directive, élaborée sous la pression des associations de consommateurs, visant à interdire toute utilisation de substances anabolisantes. En France, cette directive est applicable dès le 1er janvier 1988.

Mais, arguent certains producteurs et représentants des trusts de la chimie ou de l'agro-alimentaire, il y a les impératifs économiques, la concurrence des Américains, qui bénéficient eux d'une réglementation plus floue que celle en vigueur dans la CEE. Car c'est toujours au nom de la rentabilité que l'on justifie les pires pratiques. Ce qui importe ce sont quelques kilos supplémentaires que l'on fait gagner à la bête et un gain de temps dans l'engraissement, toutes choses qui gonflent les profits. Le but de ceux qui se livrent à de tels trafics (éleveurs ou laboratoires et trusts de la chimie qui dominent aujourd'hui la production agricole) n'est pas de produire un aliment sain destiné à la consommation, mais de faire de l'argent en produisant de la viande : et il y a là plus qu'une nuance. Pour eux le veau d'or est toujours debout, et qui plus est il engraisse.

Alors, contre tous ces trafiquants qui se moquent de la santé des consommateurs, ne faudrait-il pas de nouveau frapper là où ils sont sensibles, au portemonnaie, en boycottant leur production par exemple ?

Georges LATTIER

La nourriture aux hormones : de quoi faire une tête... de veau ! (AFP)

Le lieutenant Alfredo Astiz

ARGENTINE

L'ARROGANCE DES MILITAIRES

En Argentine, l'armée vient de marquer un nouveau point. Alfonsin, le chef de l'Etat, a fini par approuver la promotion du lieutenant Astiz au grade de capitaine de corvette. Cette promotion, proposée par la marine, représentait un véritable test pour l'armée.

Astiz n'est certes ni le principal responsable ni le principal protagoniste des enlèvements, des tortures et des assassinats qui ont marqué la dictature des juntes militaires de 1976 à 1982, mais il en est devenu une des figures les plus représentatives.

C'est d'ailleurs en voyant à la télévision des images de la guerre des Malouines, et plus particulièrement celle du lieutenant Astiz, signant l'acte de reddition de son unité en Géorgie du Sud, sans combat, que des centaines d'Argentins ont reconnu en lui «El nino», le jeune officier de marine au visage de chérubin, qui avait infiltré l'association des «Mères de la Place de Mai» et conduit à l'enlèvement puis à la torture et à la mort des dizaines de personnes, dont les deux religieuses françaises, qui militaient avec les Mères.

Le lieutenant Astiz avait gagné ses galons en tant que fournisseur du centre de détention et de torture clandestin que représentait l'Ecole de mécanique de la marine.

Et pourtant Astiz, formellement reconnu et identifié, ne sera pas condamné, sauvé par la prescription, sauvé par la loi sur le devoir d'obéissance des subalternes, sauvé enfin par l'amnistie générale obtenue après la rébellion militaire d'avril 1987.

Et de ce point de vue aussi, Astiz est un symbole, celui de l'impuissance de la justice dans les procès intentés aux militaires, celui des reculades successives d'Alfonsin, celui de la victoire des régiments rebelles en avril 1987, demandant la fin des procès et l'amnistie pour tous.

Mais comme il est classique, plus Alfonsin recule devant l'armée, et plus l'armée se fait exigeante. La promotion d'Astiz était bien sûr une demande de la marine, qui voulait, en obtenant cette nomination provocante, faire une fois de plus plier le genou à Alfonsin et resserrer les rangs de toute la hiérarchie militaire.

Alfonsin essaie de sauver la face en assortissant la promotion d'Astiz d'une recommandation de mise à la retraite *«en raison de l'incidence négative que son maintien en service pourrait avoir sur la cohésion de la société ainsi que sur les institutions militaires.»*

Mais Alfonsin propose et l'armée dispose.

Ainsi, cinq ans après l'effondrement de la dictature militaire, responsable de trente mille disparitions définitives (on retrouve encore des charniers aujourd'hui), l'armée argentine, ébranlée par la défaite des Malouines, éclaboussée par son rôle dans la répression, vomie par les masses populaires, a pu traverser sans dégâts des mois et des mois de procès incertains et se retrouve, à terme, intacte, intouchable, sûre d'elle et arrogante.

Quant au pouvoir civil, il en sort, lui, un peu plus déconsidéré encore. Pour les travailleurs argentins, la leçon est claire : aucun gouvernement bourgeois, aussi démocratique qu'il prétende l'être, ne peut ni ne veut toucher à l'armée. Car l'armée n'a pas pour but, comme elle le prétend, de défendre la «souveraineté nationale», mais d'assurer le maintien de l'ordre social contre les classes exploitées. Alfonsin le sait, les militaires le savent, les classes exploitées sont peut-être en train de l'apprendre.

Colette BERNARD

des Philippines au Bengla Desh

LES NAVIRES QUI TUENT

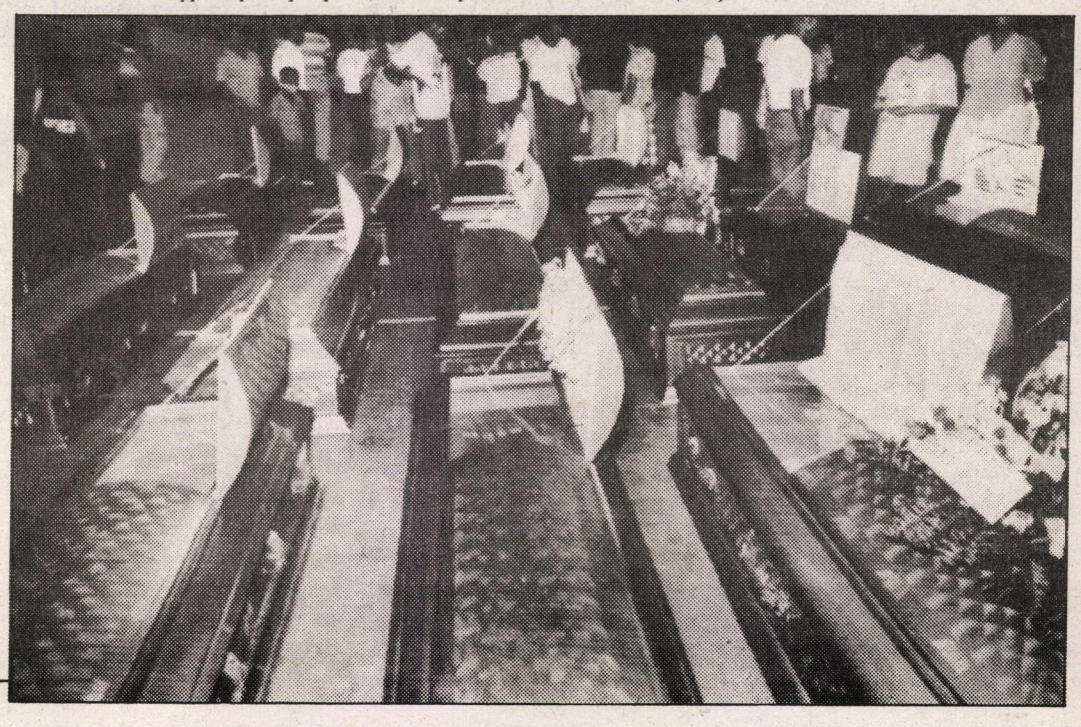
Le naufrage du *"Dona Paz"* aux Philippines, qui a causé sans doute plus de 2000 victimes, le naufrage le plus meurtrier depuis celui du *"Titanic"*, semble avoir ouvert une série meurtrière. C'est ainsi qu'un ferry-boat surchargé a fait naufrage le 25 décembre au large des côtes du Nigeria, faisant une quarantaine de disparus. Le 29 décembre, c'est dans les bouches du Gange, au Bengla Desh, qu'un ferry a coulé après un incendie de machines. Il y aurait 150 noyés.

Fatalité ? Pas seulement. Le naufrage du *"Dona Paz"*, en particulier, a donné une idée des conditions incroyables dans lesquelles de vieux rafiots, affrétés par des armateurs sans scrupules, embarquent des passagers jusqu'à trois ou quatre fois leur capacité théorique, sans qu'ils aient aucune chance, en cas de naufrage, de pouvoir s'échapper. Le *"Dona Paz"* avait, sur le papier, une capacité de 608 passagers. Mais il en avait embarqué officiellement 1 553, et en fait probablement beaucoup plus. Des centaines de personnes étaient assises par terre, ou bien se retrouvaient à trois ou quatre par couchette. Les placards contenant les gilets de sauvetage étaient fermés à clé. La panique a été totale. Il n'y avait d'autre solution que de sauter à la mer et de nager suffisamment loin pour échapper aux flammes qui se sont répandues rapidement sur celle-ci, couverte d'une nappe de pétrole. Il n'y a eu que 26 survivants...

Aux Philippines, l'insécurité des transports par ferry-boat entre les différentes îles de l'archipel est, paraît-il, bien connue. On se moque bien de la sécurité, dans ces transports à bon marché rentabilisés par le nombre considérable de passagers. Et il en est sans aucun doute de même au Nigeria, au Bengla Desh et dans bien des pays du Tiers Monde.

Et puis, le récent naufrage du ferry *"Herald of Free Enterprise"*, dans le port de Zeebrugge, est là pour rappeler que, dans les pays dits "développés" aussi, la vie des passagers n'est pas à l'abri des conséquences parfois fatales de la cupidité des armateurs.

Cercueils aux Philippines pour quelques-uns des corps des victimes retrouvés (AFP).



Dollar en baisse

NOUVEAUX SOUBRESAUTS MONETAIRES D'UN SYSTEME MALADE

(AFP)

L'année se termine sur une belle glissade du dollar qui inquiète d'autant plus les milieux financiers européens et japonais que les autorités américaines semblent plus décontractées.

Le dollar vient en effet de battre son record historique à la baisse depuis la Deuxième Guerre mondiale par rapport au mark et au yen. Il vaut aujourd'hui moitié moins qu'il y a deux ans par rapport au yen. Par rapport au franc, il vaut moitié moins qu'il y a trois ans: 10,50 F début 1985 contre 5,40 F aujourd'hui. En un an, le dollar a perdu environ 20 % de sa valeur par rapport aux autres monnaies européennes et japonaise.

La chute de fin d'année est intervenue quelques jours seulement après que les sept principaux pays industriels se sont concertés pour affirmer qu'une nouvelle baisse du dollar serait «contreproductive». Mais voilà, les sept ont beau se réunir pour faire mine de se concerter, la réalité c'est la concurrence entre les grandes puissances industrielles, concurrence exacerbée par le rétrécissement des marchés dû à la crise.

une guerre économique...

C'est chacun pour soi, c'est la guerre économique entre les Etats rivaux, qui ne peut que contribuer à aggraver un peu plus la crise. Et dans cette guerre économique l'impérialisme américain est suffisamment fort pour faire payer à ses concurrents européens et japonais plus qu'ils ne voudraient.

C'est ainsi que la baisse du dollar et la réévaluation parallèle des autres monnaies défavorisent au moins les exportations européennes et japonaises si elles ne suffisent pas à favoriser les exportations américaines. Et puis tous les Etats, toutes les banques, les institutions financières, toutes les grandes entreprises, bref tous ceux qui par le monde possèdent des dollars, c'est-à-dire des créances sur l'Etat américain, voient leur fortune s'effriter: c'est là leur contribution forcée aux difficultés de l'économie américaine. Toutes les banques centrales des Etats possèdent des réserves en dollars et achètent même massivement des dollars pour tenter d'enrayer sa chute quand il est en baisse: c'est dire que leurs réserves fondent à vue d'œil quand le dollar baisse. La banque centrale des USA qui a l'avantage de fabriquer les dollars n'a pas les mêmes problèmes et lors de la dernière glissade du dollar elle a tranquillement laissé faire, ce qui a fait faire grise mine aux dirigeants des autres Etats.

Et puis il n'y a pas que les banques centrales: toutes les banques, toutes les grandes compagnies, financières ou pas, possèdent des avoirs en dollars. Les compagnies d'assurances japonaises qui ont fait fortune ces dernières années possèdent à elles seules 100 milliards de dollars en bons du trésor américain ou autres avoirs aux USA. Eh bien, la baisse du dollar a écorné d'autant leur fortune et l'Etat américain qui a bien sû leur emprunter leurs capitaux disponibles pour financer son déficit les remboursera en monnaie dévaluée.

Depuis que les USA, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, ont eu les moyens d'imposer le dollar comme monnaie universelle, ils ont en même temps imposé leur privilège de faire payer aux autres leur inflation et leurs déficits.

Alors évidemment c'est de mauvaise grâce que les Etats rachètent des dollars qui se dévalorisent; mais ils n'ont pas le choix. C'est avec rancœur qu'ils voient leurs réserves fondre. C'est en pestant contre le gouvernement américain qu'ils acceptent de soutenir l'économie américaine, mais ils en dépendent tous.

La baisse du dollar qui n'est autre qu'une forme de protectionnisme pour l'économie américaine face à ses concurrents et, d'une façon plus générale, le dérèglement du système monétaire international ne peuvent que perturber un peu plus le commerce international et donner un nouveau coup de fouet aux spéculations monétaires.

Les Bourses ont fini l'année à la baisse. Des sommes énormes qui n'ont pas été utilisées pour irriguer l'économie parce que ça ne rapporte pas assez se sont volatilisées. Mais les capitaux qui vont peut-être se détourner des placements boursiers pour profiter des aubaines de la spéculation monétaire sont encore suffisamment importants pour être susceptibles de provoquer de nouvelles secousses dans le système monétaire international.

...que les travailleurs n'ont pas intérêt à payer!

Si encore, dans ces petits jeux fous, seuls les possédants perdaient des plumes, il y aurait de quoi rire des déconvenues des uns ou des autres.

Mais c'est que chaque à-coup dans le système économique malade est un prétexte à faire payer les pots cassés à la population laborieuse.

Le dollar trop cher? Il faut payer pour la facture pétrolière, pour le déficit du commerce extérieur, il faut restreindre sa consommation pour importer moins: il faut accepter les salaires bloqués et les prix qui grimpent. Le dollar trop bon marché? Rien ne va plus du côté des exportations: il faut accepter les licenciements et les diminutions de salaires pour aider les patrons à réduire leurs coûts de production et à devenir plus compétitifs.

Voilà bientôt 15 ans qu'on entend les mêmes chansons et que les travailleurs dans tous les pays doivent se sacrifier sous un prétexte ou sous un autre pour que les banquiers, les financiers, les gros capitalistes aient les moyens de jouer gros, de plus en plus gros, dans les coups tordus de la spéculation, ou plutôt des spéculations de toutes sortes, monétaires ou boursières, sur l'or ou sur les matières premières, sur tout ce qui peut rapporter le plus à un moment donné.

Que les Bourses prospèrent ou dégringolent, que le dollar monte ou baisse, ce qui est sûr c'est que l'économie mondiale s'enfonce un peu plus chaque fois dans la crise. Et ce qui est sûr aussi c'est que jusqu'à présent ce sont les populations laborieuses qui partout, par le chômage et la baisse de leur niveau de vie, en ont fait les frais.

Alors il est urgent que les victimes de la crise se défendent, qu'elles imposent le respect de leurs intérêts et empêchent les profiteurs de spéculer en rond au détriment de l'immense majorité de la population de la planète.

Dominique CHABLIS

De l'URSS à la Tchécoslovaquie...

LA «RESTRUCTURATION» EST EN COURS... SUR LE DOS DE LA POPULATION

C'est le 1er janvier que doit entrer en application, en URSS, la loi qui donne une certaine autonomie financière aux entreprises, un des volets de la fameuse «perestroïka» (refonte économique) de Gorbatchev.

Cette «perestroïka» n'est pas seulement à l'ordre du jour en URSS, elle l'est aussi dans les autres pays de l'Est, où les initiatives de Gorbatchev en matière économique sont suivies et discutées, au sein des bureaucraties des divers pays. Certaines d'entre elles s'inspirent des mesures de Gorbatchev pour essayer de régler leurs propres problèmes économiques, ainsi que dans les populations, qui suivent avec attention ce qui se passe en URSS... et attendent avec méfiance ce que leur préparent leurs dirigeants.

Dans une petite ville de Slovaquie centrale. Sur la banderole: «Vive l'URSS».

Non sans raison. Car les mesures que les dirigeants des pays de l'Est ont déjà programmées ou s'apprêtent à prendre vont toutes dans le même sens. Ces pays connaissent tous des difficultés économiques, dues pour une part à la soi-disant planification bureaucratique du pays, mais aggravées par les conséquences de la crise économique mondiale. Tous les pays de l'Est sont endettés vis-à-vis des banques occidentales, et connaissent les mêmes problèmes de rééchelonnement de leurs dettes que les pays d'Amérique latine. Et les mesures qui sont à l'ordre du jour auront pour conséquence de faire supporter le poids de ces difficultés à la population de ces pays, par une baisse du niveau de vie, par la perte des quelques avantages qui y prévalaient, comme le fait de ne pas connaître le chômage ou de bénéficier de prix subventionnés pour les produits de première nécessité.

Les dirigeants de ces pays tiennent le langage du «modernisme». Ils disent qu'il faut remédier à l'état de vétusté de l'appareil de production, et rattraper le retard pris par rapport aux techniques occidentales. Ils disent vouloir donner plus d'autonomie financière aux entreprises, revenir à la «vérité des prix», arrêter de subventionner les entreprises en faillite, laisser plus de champ à l'initiative «personnelle» (en Tchécoslovaquie) ou aux collectivités (en Bulgarie par exemple) pour rendre l'économie plus efficace et plus compétitive.

Mais concrètement, en Hongrie, c'est l'introduction d'une TVA à 25 % et le transfert des impôts des entreprises vers les «ménages», qui doit entrer en application le 1er janvier. En Bulgarie, les prix doivent devenir «réels» à partir de l'année prochaine. C'est-à-dire qu'ils vont forcément augmenter, tandis que les salaires, eux, vont se mettre à dépendre de la bonne ou mauvaise marche de l'entreprise – on sait ici ce que cela veut dire ! – et que les banques, comme les entreprises, pourront être déclarées en faillite – et leurs employés mis au chômage... En Tchécoslovaquie, les dirigeants sont plus prudents. Les réformes envisagées visent elles aussi à donner plus d'autonomie aux entreprises et même à leur permettre de licencier du personnel si nécessaire, à cesser les subventions destinées aux produits de première nécessité... mais elles ne doivent entrer en application, sauf en ce qui concerne certains secteurs pilotes, que pour 1990...

Il faut également remarquer la prudence des dirigeants des Démocraties populaires, qui parlent bien d'imiter la «perestroïka» de Gorbatchev, – mais beaucoup moins la «glasnost», la transparence, symbole de l'allure plus libérale que le dirigeant de l'URSS veut donner du régime soviétique. Dans les pays de l'Est c'est sur le plan économique qu'on parle de changement ! En Bulgarie, on parle de «la péroustroïstro» depuis 1986 et elle est le fait du même dirigeant, le vieillard Jivkov, au pouvoir depuis... 1954 ! En Tchécoslovaquie, Gustav Husak a été remplacé à la mi-décembre 1987 par Milos Jakes à la tête du Parti Communiste Tchèque, mais le changement s'est fait dans la continuité, puisque Husak reste président de la République et membre de la direction du Parti.

Ce peu d'empressement à imiter Gorbatchev en ce qui concerne le volet «libéralisation» signifie sans doute que, encore plus que Gorbatchev, les dirigeants des Démocraties populaires ont peur de dire à leur population ne serait-ce que quelques onces de vérité. Ils craignent trop que la classe ouvrière, en particulier, ne s'en saisisse pour prendre la parole, comme on l'a déjà vu le faire en Pologne, en Hongrie ou ailleurs dans un passé plus ou moins récent. Et dans d'autres pays, la classe ouvrière n'est pas restée sans réagir aux attaques contre son niveau de vie. L'année 1987 a vu des émeutes en Roumanie, des grèves en Yougoslavie... Alors, les dirigeants des pays de l'Est peuvent se demander, à juste raison, ce que leur réserve 1988.

Sylvie FRIEDMAN

Le retour du cosmonaute soviétique Romanenko

8 ANS DE GUERRE CONTRE TOUT UN PEUPLE

(AFP).

Voilà 8 ans que l'URSS s'est engagée dans une sale guerre contre tout un peuple en Afghanistan. C'est en effet le 27 décembre 1979 que les chars russes entraient à Kaboul pour aider le Parti Démocratique Populaire Afghan, proche de Moscou, à briser la résistance musulmane à laquelle il était confronté. Il s'agissait pour l'URSS, en imposant Babrak Karmal, l'un des dirigeants du PDPA, à la présidence de l'Etat, d'assurer le maintien en place à ses frontières d'un Etat ami. Mais il s'avéra vite que Karmal ne pouvait tenir sans l'appui des troupes soviétiques. Les manifestations hostiles à Karmal furent réprimées dans la capitale, mais la résistance s'organisa dans les montages et l'armée afghane rongée par les désertions et le bas moral des troupes se révéla incapable de tenir une région sans la présence des troupes soviétiques.

Celles-ci furent progressivement portées à 120000 hommes et pendant 7 ans l'aviation soviétique pilonna des régions entières, tuant plus de civils que de combattants, sans réussir à briser la résistance.

Pas moins d'un tiers de la population a fui les horreurs de la guerre et s'est réfugié à l'étranger, en particulier au Pakistan: 5 millions de réfugiés pour une population qui comptait 15 millions d'habitants!

Depuis un an la résistance a été équipée par les USA d'armes plus modernes, en particulier de missiles sol-air qui lui permettent de mieux se protéger des bombardements soviétiques. Mais depuis le début du conflit, on estime à plus de 1200000 le nombre de tués, 9% de la population!

Malgré leurs moyens militaires supérieurs, malgré cette gigantesque saignée effectuée dans la population, l'intervention soviétique n'a pas vaincu la résistance et ne la vaincra pas. Les troupes russes ont même renoncé à tenir l'ensemble du pays et se sont repliées dans les provinces les plus riches, autour de la capitale. La deuxième ville du pays n'a pu être reprise aux insurgés l'été dernier, et en septembre, le président afghan avouait ne pas contrôler plus d'un tiers du territoire du pays.

Les guérillas ont même frappé la capitale à plusieurs reprises, réussissant à faire sauter son dépôt de munitions, attaquant l'aéroport, prélevant un impôt sur les convois de ravitaillement à destination de Kaboul malgré les postes militaires qui en surveillent l'accès. C'est dire que depuis 8 ans l'armée soviétique, en employant la force pour maintenir le pays dans sa zone d'influence, s'est au contraire aliéné tout un peuple, semant par ses massacres et ses destructions une haine farouche qui n'est pas près de s'éteindre.

Aujourd'hui, Gorbatchev répète qu'il veut retirer ses troupes dans un avenir proche... à condition bien sûr d'obtenir des garanties que la résistance musulmane ne veut pas lui donner et sur lesquelles les USA sont d'autant moins prêts à s'engager qu'ils ne voient pas d'un mauvais œil l'URSS prise dans le guêpier afghan comme eux-mêmes l'ont été au Vietnam pendant des années. Tant pis pour la population afghane dont les deux grands se servent comme banc d'essai pour leurs armes sophistiquées.

Alors pour être en meilleure position pour négocier leur retrait, les troupes soviétiques intensifient la guerre. Exactement comme les Français ont procédé en Algérie et les Américains au Vietnam.

Depuis trois semaines, les combats font rage autour de la ville de Khost. Près de 20000 soldats soviétiques seraient engagés aux côtés des troupes afghanes pour tenter de dégager cette ville importante encerclée depuis 1979 par la guérilla au point qu'elle ne peut être ravitaillée que par voie aérienne. Des combats acharnés en haute montagne, des centaines de morts pour tenter de contrôler, de façon sans doute éphémère, un petit bout de territoire!

Le prix à payer est de plus en plus lourd pour l'URSS elle-même dont les pertes sont estimées à une quinzaine de milliers de morts. Mais un retrait des troupes soviétiques sonnerait sans doute l'hallali pour le régime. D'autre part, il ne serait peut-être pas sans conséquence en URSS même, où il pourrait encourager la contestation nationaliste dans les républiques musulmanes.

Ce n'est pas en intervenant militairement contre les peuples que la révolution russe de 1917 avait su rallier les peuples opprimés à sa cause. C'est au contraire en leur offrant la liberté, en leur reconnaissant le droit à disposer d'eux-mêmes, en leur apportant l'espoir d'un monde vraiment libre et fraternel.

Mais la bureaucratie russe a récusé depuis longtemps les méthodes révolutionnaires et n'emploie que les moyens des grandes puissances, les moyens militaires, la force, la répression, les massacres pour contraindre les peuples à rester dans sa zone d'influence. Et le régime de la bureaucratie a perdu depuis longtemps tout pouvoir d'attraction pour les opprimés du monde.

Il fait au contraire office de véritable repoussoir au point que dans un pays comme l'Afghanistan la population en est venue à placer ses espoirs dans les groupes religieux réactionnaires que sont les organisations musulmanes qui composent la résistance.

Voilà à quoi a abouti l'intervention russe en Afghanistan. C'est dire le rôle contre révolutionnaire joué par la bureaucratie russe qui a envoyé ses armées pour briser un peuple, pour détruire et massacrer; et cela au nom du communisme, au nom de l'héritage de la révolution d'octobre dont elle n'est que l'usurpatrice sanguinaire.

Dominique CHABLIS

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A: LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18.
ABONNEMENTS pour 6 mois à LUTTE OUVRIÈRE (hebdomadaire): 95 F - pour un an : 180 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
ABONNEMENTS à LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASE (mensuel édité par L'Union Communiste Internationaliste) pour un an (France) : 80 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
PAIEMENTS (abonnements et soutiens) par chèques bancaires, à l'ordre de Michel Rodinson, ou par virements postaux à : Michel Rodinson - CCP Paris 6851 10 R.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions E.A. _B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18, SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 14000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

(AFP)

De la Jordanie à Gaza et du Liban à la Cisjordanie

LA RÉVOLTE DU PEUPLE PALESTINIEN

Dans les territoires occupés par Israël, en Cisjordanie et à Gaza, la répression est à l'œuvre. Le gouvernement israélien a procédé à des centaines d'arrestations, peut-être plus d'un millier. On arrête ceux qu'on qualifie de «meneurs», mais surtout de simples manifestants identifiés sur les photos prises lors des manifestations pour avoir lancé des pierres ou autres projectiles sur les forces d'occupation... Les tribunaux distribuent, après un procès sommaire, des condamnations à des mois de prison. Enfin, sur le terrain, le quadrillage militaire a été renforcé, de nombreux camps palestiniens bouclés par l'armée. C'est à ce prix qu'un calme précaire est revenu après quinze jours d'émeute.

Comme il serait commode pour Israël de garder les territoires qu'il occupe, en se débarrassant de la population qui y vit! Ce désir est si présent à l'esprit des dirigeants israéliens qu'il reparaît au grand jour à la première difficulté; au point qu'on les voit aujourd'hui caresser le projet d'expulser en Jordanie ou en Egypte les Palestiniens dont ils voudraient se débarrasser. Avec, pour première difficulté, le risque de détériorer les relations avec ces deux Etats arabes, qui sont précisément ceux qui entretiennent les moins mauvais rapports avec Israël; car les dirigeants jordaniens et égyptiens, pas plus que les Israéliens, ne tiennent à s'embarrasser de quelques citoyens palestiniens de plus, surtout s'ils sont choisis parmi les plus révoltés.

La rançon de la politique sioniste

Mais justement, depuis qu'Israël et même depuis que le projet sioniste existent, le problème est bien là. La Palestine, cette terre sur laquelle se sont installées les colonies juives venues d'Europe, puis du monde entier, n'était pas vide d'occupants. Elle était peuplée d'Arabes palestiniens. Et la politique des dirigeants sionistes a été d'expulser ces Palestiniens pour prendre leur place, leurs terres, et pour fonder un Etat exclusivement juif, reléguant les habitants arabes au statut de citoyens de seconde zone.

Bien sûr, ces habitants arabes, les dirigeants israéliens en ont chassé le plus grand nombre possible vers les Etats arabes voisins: la Jordanie, le Liban, l'Egypte, reportant sur ces pays les conséquences politiques de l'afflux sur leur sol de centaines de milliers, de millions de parias déshérités. Mais il en reste: il y a les Arabes israéliens, ceux qui sont restés sur place, dans les frontières de l'Israël de 1948. Et surtout, depuis la guerre de 1967, il y a les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Car en occupant ces deux territoires et en s'y maintenant, les dirigeants israéliens ont enfermé à l'intérieur de ce qu'ils considèrent comme leurs frontières un puissant facteur d'explosion politique et sociale, le même que celui qui a secoué dans les années soixante-dix la Jordanie, puis le Liban.

Les habitants de Gaza et de Cisjordanie vivent bien souvent dans des camps de réfugiés, tout comme leurs frères du Liban ou de Jordanie. Dans ces immenses camps de torchis et de tôle, la jeunesse palestinienne vit dans la poussière l'été, dans la boue l'hiver, avec pour seule perspective celle des subsides de l'Organisation des Nations Unies pour les réfugiés, ou bien d'aller servir de main-d'œuvre à bon marché aux patrons israéliens.

Il y a aujourd'hui 650 000 habitants à Gaza, un million en Cisjordanie, auxquels il faut encore ajouter 650 000 Arabes israéliens : une population dont le nombre croît plus vite que celui de la population juive israélienne elle-même, et qui pourrait bientôt la dépasser ; une population à laquelle sa situation sans espoir ne laisse qu'une issue : la révolte, et d'abord l'affrontement avec l'ennemi tout proche : les soldats israéliens qui patrouillent autour des camps, et dont les mitraillettes, à un certain moment, ne font même plus peur.

Ainsi, l'Etat d'Israël, ce petit appendice de l'occident impérialiste au sein du monde arabe, enferme en son sein un prolétariat et un sous-prolétariat misérables dont le nombre ne cesse de croître et qu'aucun Etat ne reconnaît comme ses citoyens. C'est la révolte de ce peuple de parias, le peuple palestinien, qui a secoué tour à tour la Jordanie et le Liban, et qui secoue aujourd'hui Israël.

Les véritables alliés des Palestiniens

Alors comme toujours, confrontés à la révolte et à la répression qui la suit, les bonnes consciences du monde entier, qui en temps normal couvrent la situation d'un silence complice, y vont de leurs condamnations hypocrites. Jusqu'aux dirigeants américains qui ont, au Conseil de sécurité, ajouté leur voix à celles qui condamnaient Israël. Mais ce n'est pas la situation du peuple palestinien – qui dure depuis quarante ans – qui les émeut ; ce sont les risques de déstabilisation de la situation que pourrait comporter une extension de la révolte dans les territoires occupés qui les amènent à murmurer, une fois de plus, qu'il faudrait bien trouver une solution... dont ils sont bien incapables de poser les fondements.

C'est pourquoi ce n'est pas de ce côté-là que les Palestiniens de Gaza, de Cisjordanie et d'Israël peuvent espérer le moindre secours. Leurs alliés, ce sont leurs frères palestiniens de Jordanie, du Liban ou de Syrie et au-delà les millions et les millions de prolétaires de tout le monde arabe, qui tous sentent à un degré ou à un autre que la cause des Palestiniens est aussi la leur. Et c'est bien cela, cette possible extension de la révolte, qui cimente la peur commune aux dirigeants israéliens et aux dirigeants impérialistes, mais aussi aux dirigeants des Etats arabes eux-mêmes qui savent fort bien que la révolte des Palestiniens contre leur situation peut se communiquer à leurs propres peuples.

Aujourd'hui, le nationalisme étroit des organisations de la résistance palestinienne a montré toutes ses limites et les a acculées à l'impasse. Et ce qui fait le plus défaut aux Palestiniens, mais aussi à tous les peuples du Moyen-Orient, c'est précisément l'organisation révolutionnaire, l'Internationale prolétarienne des peuples du Moyen-Orient qui saurait unir leurs luttes, cimenter leurs révoltes sporadiques et dispersées pour en faire une véritable force révolutionnaire capable d'abattre tous les appareils d'oppression qui, de l'Etat d'Israël aux divers Etats arabes, sont les instruments de l'impérialisme dans la région.

Cette force-là, aucune répression, aucune mesure d'«expulsion» ne pourrait la vaincre. Et à elle seule, la peur des dirigeants israéliens et de ceux de l'impérialisme face aux troubles actuels en donne une idée.

André FRYS

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995